

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/R/33

7 janvier 2003

(03-0026)

Comité de l'agriculture

RAPPORT SUCCINCT DE LA RÉUNION DU 21 NOVEMBRE 2002

Note du Secrétariat¹

1. Le Comité de l'agriculture a tenu sa trente-troisième réunion ordinaire le 21 novembre 2002 sous la présidence de M. Magdi Farahat (Égypte). L'ordre du jour de la réunion reproduit dans l'aérogramme WTO/AIR/1966 a été adopté avec les adjonctions suivantes: une question posée par la Thaïlande au titre de l'article 18:6 de l'Accord concernant les versements des États-Unis dans le cadre de leur soutien interne du riz ainsi que la clause de paix, et une question posée par le Canada au titre de l'article 18:6 concernant les procédures de licences d'importation du Venezuela pour un certain nombre de produits agricoles.

PREMIÈRE PARTIE: LE PROCESSUS D'EXAMEN

A. QUESTIONS INTÉRESSANT LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS QUI S'INSCRIVENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RÉFORME (ARTICLE 18:6 DE L'ACCORD)

a) Communautés européennes/Nouvelle-Zélande: États-Unis – Augmentation de l'aide alimentaire sous forme de lait écrémé en poudre

2. Les CE et la Nouvelle-Zélande ont demandé des éclaircissements aux États-Unis concernant le don de 200 000 tonnes de lait écrémé en poudre qu'ils prévoyaient de faire à titre d'aide alimentaire. Ces Membres ont souhaité savoir comment les États-Unis feraient en sorte que l'aide alimentaire en question n'évince pas les expéditions commerciales, étant donné que le commerce du lait écrémé en poudre ne représentait en général qu'un million de tonnes par an environ.

3. En réponse, les États-Unis ont dit avoir annoncé récemment qu'ils accepteraient les demandes présentées au titre de leur programme relevant de l'article 416 b), qui prévoyait l'octroi d'aide alimentaire à titre de don. Les tonnages effectivement programmés et expédiés dépendaient du nombre de propositions remplissant les conditions requises qui leur parviendraient et de renseignements spécifiques concernant la situation des pays bénéficiaires. Toutes les propositions devaient démontrer qu'elles n'évinceraient pas les échanges commerciaux ni la production locale. En outre, les États-Unis calculaient les importations commerciales habituelles pour chaque pays afin de quantifier les besoins potentiels en aide alimentaire et ne prévoyaient pas de fournir du lait écrémé en poudre si ces importations ne soutenaient pas ce produit. Le calcul des importations commerciales habituelles tenait compte de la consommation locale, de la production et du commerce d'un produit donné dans le pays en question, mais non du volume du commerce mondial. Les pays mentionnés comme pouvant être admis à bénéficier de l'aide alimentaire au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire étaient considérés en priorité pour recevoir du lait écrémé en poudre au titre de l'article 416 b). Le Département de l'agriculture examinait aussi en priorité les propositions de

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

distribution directe aux populations vulnérables ou incapables de se procurer des produits alimentaires par le biais des circuits commerciaux. Ces pays ne figuraient pas sur la liste des importateurs commerciaux traditionnels de lait écrémé en poudre.

4. Les CE ont aussi souhaité savoir si les États-Unis avaient reçu des demandes spécifiques concernant cette aide alimentaire et si ces demandes dépassaient ou non les disponibilités. Les États-Unis ont répondu qu'ils avaient annoncé au 31 octobre 2002 que du lait écrémé en poudre était disponible, et que toutes les demandes d'utilisation de ce produit, dont aucune ne provenait du gouvernement des États-Unis, étaient parvenues sous forme de propositions d'aide alimentaire. Les propositions, ou demandes, émanaient en général d'organisations non gouvernementales ou d'autres gouvernements. La première phase d'examen des propositions devait s'achever au 15 décembre 2002, mais des propositions pourraient être présentées après cette date. Les États-Unis sauraient d'ici à l'été suivant si l'ensemble des propositions reçues dépassait les disponibilités.

5. La Nouvelle-Zélande a souhaité savoir si les États-Unis avaient l'intention de notifier les expéditions au titre de ce programme en tant qu'exportations subventionnées puisque leur attribution était liée à l'objectif de réduire les stocks non commerciaux de lait écrémé en poudre d'environ 519 000 tonnes. Les États-Unis ont répondu que les dons de lait écrémé en poudre prévus au titre de leur programme relevant de l'article 416 b) seraient notifiés en tant qu'aide alimentaire. Ce programme utilisait les produits en excédent pour répondre à la demande d'aide alimentaire au niveau mondial. Actuellement, le seul produit excédentaire de la Commodity Credit Corporation (CCC) des États-Unis était le lait écrémé en poudre. La demande mondiale d'aide alimentaire n'avait pas diminué et les États-Unis auraient recours à tous les moyens disponibles pour lutter contre la faim afin de respecter leurs engagements humanitaires au niveau international.

b) Communautés européennes: États-Unis – Dons de lait écrémé en poudre aux éleveurs pour l'alimentation des animaux

6. Les CE ont demandé des précisions aux États-Unis concernant le don de 200 000 tonnes de lait écrémé en poudre qu'ils prévoyaient de faire aux éleveurs pour l'alimentation des animaux, y compris des renseignements sur la manière dont cette mesure serait présentée dans leur notification concernant le soutien interne.

7. Les États-Unis ont répondu qu'ils avaient mis en place une aide alimentaire d'urgence pour les animaux afin d'aider les agriculteurs et les éleveurs à maintenir leurs troupeaux en cas de pénurie de fourrage résultant de conditions météorologiques défavorables. Les réserves de lait écrémé en poudre servaient à empêcher de graves perturbations dans la production animale des quatre États désignés comme zones sinistrées. Les États-Unis avaient affecté à ce type d'aide 35 000 tonnes de lait écrémé en poudre détenues en stock depuis plus de 24 mois. Ils examinaient actuellement ce programme pour ce qui était des prescriptions en matière de notification.

c) Nouvelle-Zélande: États-Unis – Élément de subvention possible dans le système de transformation du lait écrémé en poudre en caséine

8. La Nouvelle-Zélande a rappelé les préoccupations qu'elle avait exprimées lors des réunions précédentes au sujet de la forte baisse des prix d'achat des stocks de lait écrémé en poudre de la CCC destinés à être transformés en caséine ou caséinates. Le programme prévoyait d'accorder des subventions aux producteurs de caséine ou de caséinates pour leur permettre de faire concurrence à la caséine importée. La Nouvelle-Zélande a indiqué que la CCC avait effectué sa première vente par appel d'offre de lait écrémé en poudre provenant de ses stocks croissants et vieillissants et destiné à être transformé en caséine. Le niveau de l'offre retenue était semblable à celui des offres précédentes que la CCC n'avait pas acceptées. Dans tous les cas, le prix d'achat et les offres étaient bien inférieurs aux prix de soutien de la CCC, qui allaient de 90 à 102 cents environ par livre, y compris l'offre

retenue au prix moyen de 28,8 cents par livre et les diverses offres précédentes allant de 10 à 30 cents par livre. La Nouvelle-Zélande a demandé des éclaircissements aux États-Unis concernant les critères utilisés pour accepter et rejeter les soumissions, y compris les raisons pour lesquelles les offres rejetées du fait de leur insuffisance lors des appels d'offre précédents étaient désormais estimées suffisantes. Elle a aussi demandé aux États-Unis d'indiquer au titre de quel Accord de l'OMC et de quelles dispositions ils notifieraient ce programme et la subvention prévue.

9. Les États-Unis ont répondu que la CCC acceptait ou rejetait les prix d'offre en se basant sur la situation du marché au moment de la vente. La CCC avait accepté en octobre 2002 des prix qui étaient ceux du marché pour des stocks de faible qualité détenus en réserve depuis plus de 24 mois. Il s'agissait d'un nouveau programme pour lequel le gouvernement des États-Unis déterminait actuellement une classification afin de pouvoir le notifier de manière compatible avec ses engagements et ses obligations dans le cadre de l'OMC.

10. Dans leurs observations formulées au sujet des réponses des États-Unis aux trois questions concernant le lait écrémé en poudre, les CE se sont dites préoccupées par des mesures visant à écouler les excédents qui semblaient être conçues pour servir principalement les intérêts des producteurs de lait et du secteur laitier aux États-Unis. Elles ont estimé qu'il importait que les négociations sur l'agriculture traitent la question des subventions indirectes à l'exportation. La Nouvelle-Zélande a dit rester préoccupée par le fait que le lait écrémé en poudre était fourni à la fois en tant qu'aide alimentaire et pour fabriquer de la caséine, ce qui avait une incidence importante sur les marchés internationaux et sur ses exportations de produits laitiers. L'importance des stocks détenus par la CCC était due à un excédent structurel résultant de la politique des États-Unis. Comme les CE, la Nouvelle-Zélande poursuivait l'examen de cette question lors des négociations sur l'agriculture.

11. L'Australie a appuyé les vues exprimées par la Nouvelle-Zélande et les CE. Elle a dit souhaiter également que des disciplines plus strictes en matière d'aide alimentaire soient établies lors des négociations. L'Argentine a dit partager des préoccupations similaires au sujet de l'aide alimentaire. Selon elle, les États-Unis utilisaient l'aide alimentaire comme un moyen de se débarrasser d'un excédent qui résultait de politiques agricoles faussant les échanges. Des disciplines renforcées, axées principalement sur les besoins en aide alimentaire, étaient nécessaires dans ce domaine.

12. Les États-Unis ont rappelé que lors des négociations sur l'agriculture, ils avaient présenté une proposition traitant de questions comme les mesures de soutien interne ayant un effet de distorsion sur les échanges. Ils reconnaissaient que leurs politiques pouvaient nuire à un certain nombre de Membres et préconisaient de régler ces problèmes en harmonisant et en éliminant éventuellement toutes les mesures de soutien interne qui faussaient les échanges.

d) Nouvelle-Zélande: Venezuela – Administration des contingents tarifaires – licences d'importation pour les produits laitiers

13. La Nouvelle-Zélande a demandé des précisions au Venezuela au sujet du comité qu'il avait établi pour enquêter sur les préoccupations exprimées par de nombreux Membres et concernant les problèmes liés au régime de licences d'importation du Venezuela. Les renseignements demandés concernaient le mandat, la composition et le fonctionnement du comité, ainsi que la date à laquelle le comité ferait part de ses constatations; les dernières dates d'octroi de licences d'importation pour les produits laitiers; les dates d'octroi de licences d'importation pour le lait en poudre pour le reste de l'année; le point de savoir si des licences supplémentaires étaient délivrées pour le fromage et le lait écrémé en poudre, compte tenu de la demande manifeste pour ces produits au Venezuela; et les dates auxquelles les demandes de licences d'importation seraient sollicitées pour le premier semestre de 2003.

14. Le Venezuela a répondu que le Comité agricole présidentiel avait été institué par le Décret n° 1697, publié au Journal officiel n° 37399 du 7 mars 2002, afin de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la politique vénézuélienne en matière de production agricole et de produits agroalimentaires pendant la période 2002-2003 et d'assurer le suivi de ces mesures. Le Comité comprenait le Ministre de l'agriculture et des terres qui exerçait les fonctions de Président, le Ministre de la production et du commerce, un représentant du Ministère des finances, un représentant du Ministère des affaires étrangères, le Président du Fonds de développement pour l'agriculture, la pêche, les forêts et les activités connexes (FONDABA), un représentant de la Sous-Commission de l'agriculture de l'Assemblée nationale, un gouverneur représentant les régions agricoles du pays, le Président de la bourse vénézuélienne des produits agricoles et le Président de la Fédération nationale des producteurs agricoles (FEDEAGRO) (article 2 du Décret n° 1697). Le règlement relatif au fonctionnement du Comité n'avait pas encore été établi. Toutefois, le Comité avait mis en place un Sous-Comité ayant pour mandat, entre autres choses, de s'occuper du processus d'attribution des contingents tarifaires.

15. Le Venezuela a fourni les renseignements suivants concernant les dates de délivrance, le nombre et le volume total des licences d'importation récentes:

- 49 licences d'importation pour le lait en poudre (26 pour cent), soit un total de 17 495,49 tonnes, entre le 3 octobre 2002 et le 11 novembre 2002;
- 105 licences d'importation pour le fromage, soit un total de 2 352,33 tonnes, entre le 1^{er} octobre 2002 et le 11 novembre 2002;
- 24 licences d'importation pour le lait écrémé en poudre, soit un total de 1 937,65 tonnes, entre le 1^{er} octobre 2002 et le 11 novembre 2002.

16. Le Venezuela a fait remarquer que les dates de délivrance des licences susmentionnées étaient ultérieures à celles qu'il avait notifiées au Comité lors de sa réunion précédente, et que de nouvelles licences avaient été octroyées récemment pour le fromage et le lait écrémé en poudre (voir le paragraphe 15 du document G/AG/R/32). Le Ministère de l'agriculture et des terres faisait actuellement le nécessaire pour que l'avis officiel soit publié pendant la première semaine de décembre et que des licences d'importation pour les produits laitiers puissent être délivrées au début de janvier 2003.

17. Les CE, la Nouvelle-Zélande, l'Uruguay et les États-Unis se sont dits préoccupés et mécontents du fait des pratiques en matière de concession de licences adoptées par le Venezuela. L'Uruguay a dit que ses exportateurs de produits laitiers avaient rencontré de sérieux problèmes pour accéder au marché vénézuélien depuis 1999. Les procédures appliquées par le Venezuela pour attribuer les contingents tarifaires manquaient de la transparence nécessaire, les conditions étant modifiées d'une année à l'autre et révisées en fonction de la demande sur le marché intérieur. L'Uruguay espérait que ces difficultés pourraient être résolues dès que possible.

18. Les États-Unis ont informé le Comité qu'ils avaient demandé la tenue de consultations formelles avec le Venezuela en la matière, afin de régler le différend. La Nouvelle-Zélande et les CE ont dit qu'elles demanderaient à participer à ces consultations. Les CE avaient aussi l'intention de présenter une contribution au Sous-Comité établi par le Venezuela, lors de la première réunion qu'il tiendrait l'année suivante.

e) Thaïlande: États-Unis – Versements dans le cadre du soutien interne du riz – violation de la clause de paix

19. La Thaïlande a fourni des données sur les versements des États-Unis dans le cadre de leur soutien interne des producteurs de riz au cours de la dernière période de trois ans (voir l'Appendice 1 ci-joint). Au sujet de la clause de paix (article 13 b) ii) de l'Accord), la Thaïlande a fait observer que même si les primes de flexibilité de la production accordées en tant que subventions relevant prétendument de la catégorie verte étaient exclues du total des versements, la somme des primes de complément pour prêts, des gains sur les crédits de commercialisation et des primes en cas de pertes liées à la commercialisation était encore largement supérieure, pour chacune des trois années, au niveau du soutien fourni par les États-Unis en 1992, qui s'était élevé à 600 millions de dollars EU. En outre, le soutien interne du riz accordé par les États-Unis dépassait chaque année la valeur de la production totale. Comme plus de 40 pour cent du total de leur production était exportée, cette politique créait des distorsions sur le marché et était incompatible avec l'objectif de commerce loyal qu'ils préconisaient. La Thaïlande a demandé aux États-Unis s'ils réduiraient le niveau de leurs versements au titre du soutien interne du riz afin de le ramener au moins au niveau de 1992. Elle a aussi demandé si la Secrétaire à l'agriculture des États-Unis était autorisée par la nouvelle Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural à mettre en œuvre un tel projet.

20. Les États-Unis ont répondu que la question posée par la Thaïlande ne leur était parvenue que récemment et qu'ils fourniraient une réponse dès que possible. S'agissant de la question du commerce loyal, ils ont dit avoir présenté une proposition relative aux mesures de soutien interne ayant un effet de distorsion sur le commerce, qui prévoyait tout d'abord d'harmoniser les niveaux du soutien fourni par les Membres au cours d'une période de cinq années et de supprimer finalement ces mesures. Les États-Unis souhaitaient que le commerce soit ouvert et équitable, et invitaient tous les Membres à se joindre à eux pour évoluer dans ce sens.

f) Canada: Venezuela – Procédures de licences d'importation pour un certain nombre de produits agricoles

21. Étant donné que les importateurs d'oignons, de viande porcine et de pommes de terre en provenance du Canada avaient encore des difficultés à obtenir des permis d'importation en temps voulu, le Canada a demandé au Venezuela de préciser les progrès qu'il avait faits pour résoudre les problèmes liés à la délivrance de licences d'importation. En outre, le Canada avait été informé que le Venezuela avait mis en place une nouvelle politique qui devait débiter au 1^{er} janvier 2003 et prévoyait le financement des agriculteurs par les importateurs de haricots noirs. Il croyait comprendre que ce financement serait une condition préalable à l'octroi de licences d'importation aux importateurs concernés. Comme cette mesure pouvait avoir une incidence négative sur les importations de haricots noirs en provenance du Canada, entre autres produits, le Canada a demandé des renseignements supplémentaires sur cette nouvelle politique et souhaité savoir si elle serait étendue à d'autres produits agricoles que les haricots noirs.

22. Compte tenu des questions posées à la réunion, le Venezuela a répondu qu'il fournirait une réponse dès que possible.

B. EXAMEN DES NOTIFICATIONS

23. Le Comité a examiné les notifications ci-après, telles qu'elles figurent sur la liste reproduite dans l'ordre du jour:

- i) notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): Chine (CHN/1);

- ii) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Taipei chinois (TPKM/4), Philippines (PHL/27, PHL/29 et PHL/30);
- iii) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Australie (AUS/41/Rev.1), Jordanie (JOR/1), République slovaque (SVK/35) et Afrique du Sud (ZAF/44);
- iv) notifications présentées dans le contexte des mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2): Australie (AUS/43 et AUS/44) et Communautés européennes (EEC/39); et
- v) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Japon (JPN/77).

24. Des points précis ont été soulevés au sujet des notifications dont la liste est donnée ci-dessus et les réponses obtenues sont résumées dans la première partie de l'annexe du présent rapport

C. AUTRES NOTIFICATIONS DONT LE COMITÉ EST SAISI

a) Notifications au sujet desquelles aucune question n'a été soulevée à l'avance

25. Le Comité a pris note des notifications ci-après qui avaient été communiquées avant la date de parution de l'avis annonçant la réunion en cours, mais au sujet desquelles aucune question n'avait été soulevée à cette date au titre des procédures de travail du Comité:

- i) notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Australie (AUS/45), Nicaragua (NIC/5) et Norvège (NOR/38);
- ii) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Australie (AUS/46), Canada (CAN/48), Costa Rica (CRI/14), République tchèque (CZE/41, CZE/42 et CZE/43), Islande (ISL/21), Japon (JPN/79), Norvège (NOR/39), Philippines (PHL/28), Pologne (POL/54) et Afrique du Sud (ZAF/41);
- iii) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Honduras (HND/10/Rev.1) et Malawi (MWI/2);
- iv) notifications présentées dans le contexte des mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2): Honduras (HND/13); et
- v) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Australie (AUS/47), Estonie (EST/8), Jordanie (JOR/2), Malawi (MWI/1), Moldova (MOL/1), Norvège (NOR/40) et Afrique du Sud (ZAF/43).

b) Notifications distribuées ou mises à disposition après la parution de l'avis annonçant la réunion

26. Le Comité a procédé à un examen préliminaire des notifications ci-après, qui seront également examinées en détail à la réunion suivante conformément au paragraphe 9 de ses procédures de travail (G/AG/1):

- i) notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Nouvelle-Zélande (NZL/32);
- ii) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Nouvelle-Zélande (NZL/31);
- iii) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableaux DS:1 et DS:2): Nouvelle-Zélande (NZL/33 et NZL/34) et Slovaquie (SVN/21/Rev.1 et SVN/24); et
- iv) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Nouvelle-Zélande (NZL/35).

D. POINTS CONCERNANT DES NOTIFICATIONS SOULEVÉS AUX RÉUNIONS PRÉCÉDENTES

27. Ce point de l'ordre du jour n'a donné lieu à aucune discussion.

E. CONTRE-NOTIFICATIONS VISÉES À L'ARTICLE 18:7 DE L'ACCORD

28. Le Comité a pris note qu'aucune contre-notification n'avait été reçue au titre de l'article 18:7 de l'Accord.

F. AUTRES QUESTIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'EXAMEN

a) Réponses non fournies concernant les questions soulevées dans le cadre du processus d'examen

29. Il n'y a pas eu de réponses non fournies concernant les questions soulevées précédemment.

b) Notifications tardives

30. Le Comité a pris note du document de salle, daté du 15 novembre 2002, qui a été remis par le Secrétariat pour faire le point sur le respect des obligations en matière de notification.

c) Addenda aux notifications sous la forme du tableau MA:1

31. Le Président a rappelé que la Conférence ministérielle de Doha avait avalisé la recommandation que le Comité continue de suivre la mise en œuvre de la décision prise en décembre 2000 par le Conseil général sur l'administration des contingents tarifaires (voir le paragraphe 1.1 du document WT/L/384). Il était entendu néanmoins que cette décision ne devait pas surcharger les pays en développement (voir le paragraphe 14 du document WT/GC/M/62).

32. Le Comité a noté que les Membres administrant des contingents tarifaires nommés ci-après avaient présenté les addenda voulus aux notifications du tableau MA:1: Australie (G/AG/N/AUS/1/Add.1); Canada (G/AG/N/CAN/2/Add.2, 6/Add.1, 10/Add.1, 19/Add.1 et 45); République tchèque (G/AG/N/CZE/Rev.1/Add.1); Communautés européennes (G/AG/N/EEC/1/Add.2, 3/Add.1, 14/Add.1 et 15/Add.1); Hongrie (G/AG/N/HUN/1/Add.1, 5/Add.1, 8/Add.1, 13/Add.1 et 18/Add.1); Japon (G/AG/N/JPN/1/Add.1, 8/Add.1, 23/Add.2 et 57/Add.1); Lettonie (G/AG/N/LVA/1/Add.1); Nouvelle-Zélande (G/AG/N/NZL/1/Add.1); Norvège (G/AG/N/NOR/1/Add.1); Slovaquie (G/AG/N/SVN/1/Add.1); Thaïlande (G/AG/N/THA/38/Add.1); et États-Unis (G/AG/N/USA/2/Add.3 et 34/Add.1).

33. Le Président a prié instamment les Membres administrant des contingents tarifaires qui ne l'auraient pas fait de fournir leurs addenda aux notifications du tableau MA:1, conformément à la Décision du Conseil général (WT/L/384).

G. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 10:2 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE CONCERNANT L'ÉLABORATION DE DISCIPLINES CONVENUES AU NIVEAU INTERNATIONAL POUR RÉGIR L'OCTROI DE CRÉDITS À L'EXPORTATION, DE GARANTIES DE CRÉDITS À L'EXPORTATION OU DE PROGRAMMES D'ASSURANCE, COMPTE TENU DES DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE 4 DE LA DÉCISION DE MARRAKECH SUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

34. Le Président a rappelé qu'un questionnaire sur les crédits à l'exportation et les facilités connexes avait été distribué à la réunion de juin et que les Membres avaient été priés de le remplir et de le renvoyer au Secrétariat dans la mesure de leurs possibilités. Le Secrétariat avait distribué le document G/AG/W/56, daté du 27 octobre 2002, contenant les réponses au questionnaire fournies à cette date. Ce point de l'ordre du jour n'a donné lieu à aucune discussion.

DEUXIÈME PARTIE: AUTRES QUESTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU COMITÉ

A. DÉCISION MINISTÉRIELLE DE MARRAKECH SUR LES MESURES CONCERNANT LES EFFETS NÉGATIFS POSSIBLES DU PROGRAMME DE RÉFORME SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

a) Proposition concernant la suite à donner à la recommandation du Groupe interinstitutions tendant à examiner si le fonds autorenewable peut fonctionner comme un mécanisme de financement *ex ante*

35. Le Président a informé le Comité qu'une proposition concernant la mise en place d'un mécanisme de financement *ex ante* (G/AG/W/58 daté du 28 octobre 2002 et Corrigendum 1) avait été présentée par le Bangladesh, Cuba, l'Égypte, la Jordanie, le Kenya et Sri Lanka au nom des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA) et du Groupe des PMA Membres de l'OMC. Sur la base de cette proposition, le Président avait tenu une série de consultations informelles avec les Membres intéressés, au cours desquelles les auteurs de la proposition avaient eu la possibilité de préciser plusieurs points techniques y afférents.

36. L'Égypte a dit que la mise en œuvre de la Décision sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires était un élément essentiel pour mener à bien la série de négociations, et qu'elle faisait partie de l'engagement unique. Pendant la préparation de la Conférence de Doha, les Membres avaient traité cette décision comme une question de mise en œuvre et les partisans du fonds autorenewable s'étaient dits convaincus que les procédures visant à traiter les questions de mise en œuvre tiendraient compte de leurs préoccupations. À ce jour, rien n'indiquait que les donateurs étaient prêts à mettre en œuvre l'un des quatre piliers de la Décision sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, à savoir le financement des besoins à court terme. Les propositions présentées par les PDINPA avaient pour objet de contribuer à assurer la sécurité alimentaire, qui était leur principale considération autre que d'ordre commercial. La situation en matière de sécurité alimentaire risquait d'empirer si les prix mondiaux des produits alimentaires dépassaient leurs niveaux habituels. En conséquence, les PDINPA ne pourraient pas importer suffisamment de produits alimentaires ou devraient sacrifier d'autres besoins fondamentaux aux dépens d'objectifs de développement à long terme. Pour sa part, l'Égypte s'attendait à ce que la suppression des subventions à l'exportation, conjuguée à l'érosion inévitable des préférences tarifaires, entraîne une hausse des prix internationaux à des niveaux qui ne pourraient être maintenus. Si cette situation devait se produire, le fonds autorenewable proposé servirait de dispositif de sécurité.

L'Égypte a demandé instamment aux Membres de tenir compte de ses préoccupations et a ajouté que la seule manière de résoudre cette question était de faire preuve de volonté politique et de bonne foi.

37. Cuba, la Jordanie et le Venezuela ont souscrit à la déclaration de l'Égypte. Cuba a indiqué que tous les PDINPA et tous les PMA devraient être admis à bénéficier du fonds proposé. La Jordanie s'est dite préoccupée par les demandes visant à limiter l'aide alimentaire qui avaient été formulées lors des négociations. Si la fourniture d'aide alimentaire devait être entravée, le fonds autorenouvelable serait encore plus nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire. Le Venezuela a dit que la mise en œuvre de la Décision sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires était une partie essentielle de l'Accord, et il a demandé au Comité d'accélérer ses travaux visant à appliquer cette décision. La Tunisie a estimé que la mise en œuvre de la Décision était tout aussi prioritaire que les négociations sur l'agriculture. La poursuite du processus de réforme agricole risquait d'avoir des répercussions négatives pour les PMA et les PDINPA du fait de l'augmentation du coût des importations des produits alimentaires de base. Un nouveau mécanisme de financement était donc nécessaire pour permettre aux pays en développement de poursuivre le processus de réforme agricole.

38. L'Argentine a estimé que la mise en œuvre de la Décision sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires faisait partie de l'engagement unique. Elle voyait l'intérêt de la proposition concernant le fonds autorenouvelable, car celle-ci était liée à la sécurité alimentaire et aiderait de nombreux pays en développement à améliorer leur capacité d'importer des produits alimentaires.

39. La Suisse a dit qu'elle doutait encore de la viabilité du nouveau fonds proposé. À son avis, les consultations informelles tenues par le Président méritaient d'être poursuivies afin de parvenir à une position commune. La Suisse était prête également à examiner les questions qui revêtaient de l'importance pour les pays en développement et les PDINPA dans le cadre des négociations sur l'agriculture. Le Japon a dit avoir participé de façon constructive aux discussions en la matière et préférer poursuivre les consultations sur la mise en place d'un fonds autorenouvelable viable. La Norvège a dit avoir besoin, comme d'autres Membres, d'un délai supplémentaire pour examiner les idées spécifiques des PDINPA.

40. En réponse à l'intervention de la Jordanie, les CE ont indiqué qu'elles ne proposaient pas de limiter l'aide alimentaire mais de mettre en place des disciplines pour faire en sorte que l'aide alimentaire soit réelle et ne vise pas à obtenir des subventions à l'exportation. Les CE sont convenues avec l'Égypte que la suppression des subventions pourrait avoir des effets négatifs sur les PDINPA du fait de l'augmentation des prix mondiaux et que l'élimination des préférences aurait probablement de graves incidences sur certains pays. Elles ont donc dit préférer une approche plus graduelle visant à réduire les subventions lors des négociations en cours. S'agissant de la nouvelle proposition présentée par les PDINPA, les CE ont dit qu'il leur fallait plus de temps pour étudier les réponses détaillées des PDINPA aux questions posées par les donateurs. Elles ont indiqué qu'il pourrait être utile d'examiner de façon plus approfondie les mesures proposées par la Banque mondiale pour réduire les chocs menaçant la sécurité alimentaire, y compris la gestion des risques liés aux produits de base (voir le document G/AG/GEN/56, daté du 11 décembre 2002).

41. Les États-Unis se sont dits préoccupés par le fait que certains PDINPA et certains des pays les moins avancés ne seraient pas admis à tirer sur le fonds autorenouvelable puisqu'ils n'avaient pas la capacité financière de rembourser les prêts. De l'avis des États-Unis, l'aide alimentaire était nécessaire dans ces circonstances. Ils étaient prêts à s'efforcer également de trouver une solution mais s'interrogeaient sur le concept fondamental et la nature du fonds autorenouvelable proposé.

42. Le Comité a autorisé le Président à poursuivre ses consultations informelles avec les Membres intéressés au sujet de la proposition de mécanisme de financement *ex ante*, et à fournir, sous

sa responsabilité en tant que Président, un rapport de situation au Conseil général lors de la réunion qu'il tiendrait le 10 décembre 2002.

b) Exercice annuel de surveillance, par le Comité, de la suite donnée aux recommandations du Comité sur la Décision adoptée par la Conférence ministérielle à Doha

43. Le Comité a pris note des notifications ci-après, présentées sous la forme du tableau NF:1, qui étaient parvenues depuis le précédent exercice annuel de surveillance de la Décision sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, en décembre 2001: Australie (AUS/39 et 48), Cuba (CUB/18), CE (EEC/35), Japon (JPN/78), Nouvelle-Zélande (NZL/30), Norvège (NOR/37) et Afrique du Sud (ZAF/42). Le Président a appelé l'attention sur les réponses communiquées par la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement, la FAO et la Banque mondiale, concernant la question liée à la mise en œuvre de l'assistance technique et financière dans le cadre de la Décision sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (G/AG/W/57 daté du 23 octobre 2002 et Add.1 daté du 29 novembre 2002). Les déclarations faites au titre de ce point de l'ordre du jour par les organisations ayant le statut d'observateur (FMI, FAO et Banque mondiale) ont été distribuées dans le document G/AG/GEN/56, daté du 11 décembre 2002, et une révision de la note d'information du Secrétariat visant à faciliter l'exercice annuel de surveillance a été publiée dans le document G/AG/W/42/Rev.5 daté du 8 novembre 2002 et Corr.1 daté du 29 novembre 2002.

44. Les CE et les États-Unis ont demandé des précisions au représentant du FMI au sujet de l'examen du mécanisme de financement compensatoire prévu pour 2003. Les CE ont fait observer qu'un certain nombre de Membres de l'OMC estimaient que ce mécanisme était plus ou moins bien adapté pour répondre aux besoins mentionnés dans la proposition de mise en place d'un fonds autorenouvelable. Elles se demandaient si le Conseil d'administration du FMI avait mené des discussions sur le caractère approprié du mécanisme de financement compensatoire et s'il étudierait la possibilité de rendre ce mécanisme plus accessible aux PDINPA et aux PMA. Les États-Unis ont demandé s'il serait envisagé de l'assortir de conditions de faveur pour qu'il présente davantage d'intérêt pour les PMA et les PDINPA.

45. L'Argentine a dit que la hausse des prix des produits alimentaires prévue par le FMI pour 2003 inciterait de nombreux agriculteurs dans les pays en développement à augmenter leur production, y compris dans les PDINPA et les PMA (voir le document G/AG/GEN/56, page 10). L'Argentine, par exemple, avait la capacité d'accroître rapidement sa production tant que les marchés n'étaient pas faussés par des subventions.

46. Le représentant du FMI a répondu que le mécanisme de financement compensatoire avait été établi en 1963 et avait fait l'objet de plusieurs révisions et ajustements. Le dernier examen effectué par le FMI avait eu lieu en 2000 et le suivant était prévu pour 2003. Les Membres de l'OMC, en qualité de membres du comité exécutif du FMI, pouvaient examiner et réviser tout mécanisme que le FMI mettait à la disposition de ses membres. L'examen précédent avait montré que le mécanisme de financement compensatoire était conçu pour remédier aux chocs provisoires affectant la balance des paiements, alors que la plupart des chocs ressentis par les pays en développement étaient liés à des problèmes structurels de balance des paiements. En outre, contrairement à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, le mécanisme de financement compensatoire n'était pas assorti de conditions préférentielles. Dans l'ensemble, la plupart des pays en développement avaient recours à des accords de confirmation et à cette facilité, qui leur convenaient mieux. En tout cas, le Conseil d'administration examinerait le mécanisme de financement compensatoire et pourrait décider de modifier le mandat établi, la manière dont le mécanisme devrait être utilisé, ou décider de le supprimer.

B. CONSULTATION ANNUELLE AU TITRE DE L'ARTICLE 18:5 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE CONCERNANT LA PARTICIPATION DES MEMBRES À LA CROISSANCE NORMALE DU COMMERCE MONDIAL DES PRODUITS AGRICOLES DANS LE CADRE DES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE SUBVENTIONS À L'EXPORTATION AU TITRE DE L'ACCORD

47. Le Comité a pris note de la note d'information du Secrétariat qui avait été distribuée aux fins des consultations annuelles au titre de l'article 18:5 de l'Accord (G/AG/W/32/Rev.5, daté du 24 octobre 2002). Les Communautés européennes ont dit que les renseignements statistiques étaient très utiles pour les négociations en cours. Les données semblaient justifier la vue des CE selon laquelle l'approche en matière d'accès aux marchés adoptée dans le cadre du Cycle d'Uruguay n'était pas aussi inefficace que certains l'avaient prétendu. Par exemple, le commerce international de la viande de volaille avait triplé au cours des huit dernières années, le commerce de la viande de porc avait plus que doublé et celui des graines oléagineuses et du fromage avait augmenté de plus de 50 pour cent en un temps relativement court. Si l'on considérait les différents pays, le Brésil avait enregistré une hausse de ses exportations de sucre, qui étaient passées de 3 millions de tonnes au début des années 90 à 10 millions de tonnes environ lors de ces dernières années.

48. Les États-Unis ont fait observer que la Thaïlande, qui avait posé une question au titre de l'article 18:6 concernant les subventions accordées par les États-Unis pour le riz, avait maintenu sa position en tant que premier exportateur de riz, bien que sa part de marché ait été ramenée de 34 pour cent en 1992 à 28 pour cent en 2000. Les États-Unis, où le soutien interne était substantiel, avaient enregistré une amélioration de leur part de marché pour le riz, ce qui était aussi le cas pour des pays comme le Viet Nam, qui accordait très peu de soutien interne, et la Chine. De nombreux pays en développement semblaient en fait progresser de manière sensible sur le marché mondial.

49. S'agissant du lait écrémé en poudre, l'Argentine a dit que tous les pays exportateurs avaient recours à des subventions, à l'exception de l'Argentine et de la Nouvelle-Zélande. De ce fait, l'Argentine avait beaucoup de difficultés à améliorer sa position. Les CE ont répondu que leur part de marché avait été ramenée de 49 à 25 pour cent pendant la période de mise en œuvre des engagements contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay, tandis que les parts de marché d'autres pays avaient augmenté. Elles en concluaient qu'un accroissement des échanges était possible.

50. La Nouvelle-Zélande a fait observer que les données concernant les "Autres produits agricoles" montraient une augmentation de la part de marché des CE. Cet élément nouveau indiquait que les CE pouvaient effectivement entrer en concurrence sur le marché mondial sans avoir recours à des subventions à l'exportation.

51. L'Uruguay a dit que les avantages procurés par le commerce et la participation des pays en développement augmenteraient si le marché était plus transparent et si les distorsions du marché étaient supprimées.

C. QUESTIONS SOULEVÉES AU TITRE DES "AUTRES QUESTIONS"

a) Rapport annuel du Comité au Conseil du commerce des marchandises

52. Conformément aux pratiques du Comité lors des années précédentes, le Président avait distribué, avant la réunion en cours, un bref rapport factuel destiné au Conseil du commerce des marchandises concernant les travaux du Comité au cours de l'année 2002, afin de faciliter l'examen de cette question. Le Comité a pris note du rapport et est convenu de le présenter au Conseil général sous la responsabilité du Président (G/L/594, daté du 21 novembre 2002).

b) Demande de statut d'observateur

53. Le Comité a pris note de la demande de statut d'observateur présentée par l'Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles, basée à Khartoum.

c) Calendrier provisoire des réunions pour 2003

54. Le Comité a pris note du calendrier ci-après indiquant les dates provisoires des réunions en 2003, étant entendu que la date de chaque réunion ordinaire serait confirmée à la réunion précédente du Comité:

27 mars 2003 (jeudi)
30 juin 2003 (lundi)
25 septembre 2003 (jeudi)
20 novembre 2003 (jeudi)

d) Date de la prochaine réunion

55. La prochaine réunion ordinaire du Comité de l'agriculture se tiendra le 27 mars 2003. L'aérogramme convoquant cette réunion et contenant l'ordre du jour provisoire sera publié le lundi 17 mars 2003.

ANNEXE

<u>Première partie</u>	<u>Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture le 21 novembre 2002</u>	<u>Page</u>
i)	<u>Notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1):</u> Chine (G/AG/N/CHN/1)	14
ii)	<u>Notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5):</u> Taipei chinois (G/AG/N/TPKM/4), Philippines (G/AG/N/PHL/27, 28, 29 et 30)	16
iii)	<u>Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1):</u> Australie (G/AG/N/AUS/41/Rev.1), Jordanie (G/AG/N/JOR/1), République slovaque (G/AG/N/SVK/35), Afrique du Sud (G/AG/N/ZAF/44)	18
iv)	<u>Notifications présentées dans le contexte des mesures de soutien nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2):</u> Australie (G/AG/N/AUS/43 et 44), Communautés européennes (G/AG/N/EEC/39)	24
v)	<u>Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3):</u> Japon (G/AG/N/JPN/77)	27
 Appendices		
1	Données fournies par la Thaïlande au titre de l'article 18:6 de l'Accord concernant les versements des États-Unis dans le cadre de leur soutien interne du riz – Violation de la clause de paix	28
2	Précisions fournies par les Philippines au sujet des notifications concernant la sauvegarde spéciale (G/AG/N/PHL/27, 29 et 30)	29

ANNEXE – PREMIÈRE PARTIE

Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture le 21 novembre 2002

Résumé des points spécifiques soulevés et des réponses qui y ont été apportées

Notifications selon le tableau MA:1

Chine G/AG/N/CHN/1 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Canada –</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Demande de renseignements sur les critères auxquels doivent satisfaire les requérants pour "pouvoir justifier d'une situation financière saine". 2. En quoi consiste l'examen annuel des entreprises? S'applique-t-il aux entreprises publiques et autres? 3. Au titre du point b) iii) de la notification, "[l]e contingent tarifaire à l'importation pour le commerce général sera réparti en fonction des volumes pour lesquels les requérants ont présenté une demande, des importations antérieures, de la capacité de production ou d'autres critères commerciaux applicables, ou d'après le principe du "premier arrivé, premier servi". Comment l'approche utilisée pour une application spécifique est-elle déterminée? Si l'on a recours à une méthode différente pour chaque contingent tarifaire, quels sont les critères spécifiques utilisés pour attribuer chaque contingent? 4. Dans la notification concernant les procédures d'attribution des contingents tarifaires pour 2003, établie par la Commission d'État pour la planification du développement (Avis n° 4, 2002), la Chine a précisé de nouveau que ses contingents tarifaires étaient répartis en catégorie A (volumes pour la consommation intérieure) et en catégorie B (volumes pour la transformation et la réexportation). Pourquoi cette répartition n'est-elle pas indiquée dans la notification au titre du point c), en particulier pour chaque contingent tarifaire? Quelle est la méthode utilisée pour répartir les volumes des contingents entre consommation intérieure et transformation/réexportation? La Chine a-t-elle envisagé de mettre en place des variantes possibles des procédures d'attribution des contingents destinés à la transformation et à la réexportation, comme la délivrance de permis d'importation supplémentaires, afin d'assurer un niveau minimal et prévisible d'accès aux marchés? 	<p>La Chine a pris note des questions posées par le Canada, les Communautés européennes, les États-Unis et le Japon au sujet de sa notification concernant l'administration des contingents tarifaires. En raison du caractère technique et détaillé des renseignements demandés, la Chine n'a pas pu fournir de réponses spécifiques lors de la réunion en cours. Elle s'est engagée à répondre dès que possible.</p>
<p>Communautés européennes – La Chine pourrait-elle fournir, dans l'esprit de la demande présentée par le Conseil général (voir le document WT/L/384), un addendum à la notification selon le tableau MA:1 qui contiendrait, pour chaque contingent, des renseignements sur les références aux textes législatifs pertinents, ou des copies de ces textes?</p>	

Chine G/AG/N/CHN/1 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Japon –</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. En ce qui concerne les importations de riz et de froment en 2002, quelles sont les quantités, par pays d'origine, qui ont fait l'objet de contrats jusqu'au 15 septembre (prière de ventiler ces renseignements selon qu'il s'agit de riz à grains courts et moyens ou de riz à grains longs)? 2. S'agissant des importations contingentées, la Chine pourrait-elle fournir des renseignements sur les quantités pour lesquelles des entreprises commerciales d'État et des importateurs privés, respectivement, ont conclu des contrats pendant l'année en cours, jusqu'au 15 septembre et pour chaque produit? La Chine pourrait-elle aussi indiquer les taux d'utilisation des contingents importés par les entreprises commerciales d'État et les importateurs privés, respectivement? 3. Conformément à la Liste de la Chine, si le détenteur d'un contingent n'a pas souscrit de contrats d'ici au 15 septembre pour la quantité totale de ce contingent, il sera tenu de restituer la part non utilisée du contingent à la SDPC (Commission d'État pour la planification du développement), pour que celle-ci puisse la réattribuer d'ici au 1^{er} octobre. Quelles sont les quantités réattribuées à ce jour? 4. Pourquoi des renseignements sur l'huile de soja, qui fait l'objet d'un engagement en matière de contingents tarifaires inscrit dans la Liste, ne figurent-ils pas dans la notification présentée sous la forme du tableau MA:1? 	
<p>États-Unis –</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pourquoi l'huile de soja n'est-elle pas mentionnée dans la notification? 2. Demande de renseignements actualisés concernant le processus de demande de licences pour les contingents tarifaires. Les négociants auront-ils accès aux contingents tarifaires attribués par la Chine aux produits agricoles à compter du premier jour de l'année contingentaire 2003? 3. La notification selon le tableau MA:1 ne mentionne pas spécialement de prescription selon laquelle la Chine aurait réservé une partie des contingents tarifaires pour les entités qui transforment et/ou réexportent les produits importés dans le cadre de ces contingents, bien qu'une telle prescription ait été en vigueur. La Chine continue-t-elle d'exiger, dans son administration actuelle des contingents tarifaires, la transformation et/ou la réexportation de certaines quantités contingentées? 	

Notifications selon les tableaux MA:3 à MA:5

Taipei chinois G/AG/N/TPKM/4 Sauvegarde spéciale fondée sur le volume (tableau MA:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Nouvelle-Zélande – Conformément à l'article 5:2 de l'Accord, des droits additionnels ne peuvent être appliqués aux possibilités d'accès minimal et courant tant que ces engagements n'ont pas été respectés. Prière de confirmer qu'aucun droit ne sera appliqué tant que le contingent tarifaire pour le poulet n'aura pas été utilisé.</p> <p>Dans une observation complémentaire, la Nouvelle-Zélande a indiqué que les cuisses et les ailes de poulet représentaient une faible part du contingent tarifaire inscrit dans la Liste, qui comprenait plusieurs lignes tarifaires pour le poulet, autres que les cuisses et les ailes de poulet. Le Taipei chinois devait attendre, avant d'adopter la clause de sauvegarde spéciale, que le volume du contingent ait été utilisé.</p>	<p>Le contingent tarifaire pour les cuisses et les ailes de poulet n'a pas encore été utilisé. Néanmoins, conformément à l'article 5 de l'Accord, un droit additionnel peut être imposé, car le volume des importations a dépassé le niveau de déclenchement.</p> <p>Le Taipei chinois a agi conformément à l'Accord sur l'agriculture et a assuré au Comité que les droits additionnels seraient perçus uniquement sur les importations hors contingent.</p>

Philippines G/AG/N/PHL/27 Sauvegarde spéciale fondée sur les prix (tableau MA:4)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>États-Unis – Selon les États-Unis, le prix de déclenchement de la sauvegarde spéciale pour les oignons, qui est de 74,21 pesos par kilogramme (p/kg), est trop élevé, étant donné que le prix moyen au cours des trois dernières années a été de 9,36 p/kg. Quelles sont la méthode et les données utilisées pour calculer le prix de déclenchement? Les prix de déclenchement notifiés ont-ils été ajustés du fait de l'inflation ou des variations du taux de change?</p> <p>La Loi des Philippines, ou Loi de la République 1296, a interdit l'importation d'oignons frais et d'autres légumes de 1955 à 1996, sauf à des fins d'ensemencement. Des importations d'oignons frais et d'autres légumes ont-elles été effectuées pendant cette période à des fins autres que l'ensemencement?</p>	<p>La méthode utilisée pour calculer le prix de déclenchement pour les oignons est conforme aux dispositions pertinentes de l'article 5 de l'Accord. Les détails de ce calcul figurent dans l'Appendice 2 ci-joint. Les prix notifiés n'ont pas été ajustés du fait de l'inflation ou des variations du taux de change.</p> <p>Selon les données disponibles concernant les importations effectuées de 1986 à 1996, publiées dans la revue "Statistiques du commerce extérieur" du Bureau national de statistiques, des produits végétaux admis à bénéficier de la sauvegarde spéciale, y compris des oignons et d'autres légumes, ont été importés. Les données relatives aux importations ne montrent pas si les importations ont été effectuées aux fins de l'ensemencement, sauf s'il existe une ligne tarifaire distincte indiquant que c'était le cas. Pour les oignons (et les échalotes), les données concernant les importations pendant la période considérée ont été classées sous le code PSC n° 054.51-01 intitulé "oignons, à l'état frais ou réfrigéré", et sous le code PSC n° 054.51-02 intitulé "échalotes, à l'état frais ou réfrigéré".</p>

Philippines G/AG/N/PHL/27 Sauvegarde spéciale fondée sur les prix (tableau MA:4)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>États-Unis (suite)</p> <p>Pendant la période de base allant de 1986 à 1988, le gouvernement philippin utilisait les codes de produits du système philippin (PSC) pour identifier les produits agricoles à des fins douanières. La portée des codes PSC semble très limitée par rapport à celle, plus large, des codes du Système harmonisé (SH) utilisés actuellement par les Philippines. Quelle est la corrélation entre les codes PSC et les codes actuels du SH pour la viande de poulet et les parties de poulet?</p> <p>Observation complémentaire des États-Unis – Si les Philippines ne pouvaient pas faire de distinction entre les produits frais et congelés et les semences, comment les prix c.a.f. ont-ils pu être validés? Il n'est pas correct de calculer le prix de déclenchement en utilisant les valeurs d'une période pendant laquelle une interdiction d'importer était en vigueur. En 1988, les Philippines n'ont importé que 66 kg des produits en question. Les États-Unis demandent instamment aux Philippines d'examiner cette question et d'utiliser les prix à l'importation des trois dernières années pour calculer le prix de déclenchement.</p>	<p>Voir l'Appendice 2 ci-joint, qui indique la correspondance entre les codes du SH (2001) et les codes PSC (1983) pour la viande de poulet et les parties de poulet.</p> <p>Les Philippines reconnaissent que des restrictions étaient en vigueur. Sur cette base, les produits en question ont été soumis à une tarification et admis à bénéficier de la sauvegarde spéciale. Les données utilisées correspondent aux prix à l'importation effectifs pendant cette période. Les Philippines sont prêtes à examiner la question de savoir si des révisions ou des ajustements sont nécessaires. À ce stade, elles estiment que la période choisie est appropriée et fondée sur l'article 5 de l'Accord.</p>

Philippines G/AG/N/PHL/29 Sauvegarde spéciale fondée sur les prix (tableau MA:4)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Nouvelle-Zélande – Les lignes tarifaires mentionnées dans la notification ne correspondent pas aux lignes tarifaires figurant dans la Liste d'engagements. La Nouvelle-Zélande demande des renseignements sur la concordance entre les lignes tarifaires énoncées dans la Liste et celles qui ont été notifiées.</p>	<p>L'Appendice 2 ci-joint donne des renseignements sur la concordance entre les lignes tarifaires figurant dans la Liste d'engagements établie par les Philippines en 1994 et les codes du SH (2001) qui ont été utilisés dans la notification.</p>

Philippines G/AG/N/PHL/30 Sauvegarde spéciale fondée sur le volume (tableau MA:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Nouvelle-Zélande – Les lignes tarifaires mentionnées dans la notification ne correspondent pas aux lignes tarifaires figurant dans la Liste d'engagements. La Nouvelle-Zélande demande des renseignements sur la concordance entre les lignes tarifaires énoncées dans la Liste et celles qui ont été notifiées.</p>	<p>L'Appendice 2 ci-joint donne des renseignements sur la concordance entre les lignes tarifaires figurant dans la Liste d'engagements établie par les Philippines en 1994 et les codes du SH (2001) qui ont été utilisés dans la notification.</p>

Notifications selon le tableau DS:1

Australie G/AG/N/AUS/41/Rev.1 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada – Le Canada n'a pas encore reçu les renseignements que l'Australie s'est engagée à fournir pour étayer son allégation selon laquelle la mesure intitulée "Programme d'incitation au développement (Queensland)" satisfait à tous les critères spécifiques énoncés au paragraphe 6 de l'Annexe 2 (voir G/AG/N/AUS/42 et G/AG/R/31). Il s'agit en particulier du droit à bénéficier de versements, qui est déterminé en fonction d'une "période de base définie et fixe" (paragraphe 6 a)).	<p>Les versements effectués au titre du Programme d'incitation au développement (Queensland) ont des effets de distorsion nuls ou, au plus, minimes sur la production et les échanges. Les requérants reçoivent un versement unique, qui est effectué en trois tranches annuelles d'un montant égal. Chacun d'eux reçoit un tiers du versement pendant la première année, ou année de base, puis deux versements d'un montant égal au cours des deux années suivantes. En d'autres termes, les versements n'augmentent pas avec le temps.</p> <p>Conformément au paragraphe 6 a) de l'Annexe 2, un requérant a le droit de bénéficier de versements s'il fournit la preuve de sa qualité d'exploitant ou d'occupant des terres depuis au moins cinq ans.</p> <p>Conformément aux alinéas b), c) et d) du paragraphe 6, le montant des versements n'est pas fonction du type ou du volume de la production, ni des prix ou des facteurs de production au cours d'une année suivant la période de base. En outre, il n'est pas obligatoire de produire pour pouvoir bénéficier de ces versements.</p> <p>Il importe de faire remarquer que ce programme n'est pas continu, les versements directs aux producteurs étant en effet uniques et découplés.</p>

Jordanie G/AG/N/JOR/1 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada – L'Annexe 3 de l'Accord stipule que le soutien des prix du marché (tableau explicatif DS:5) sera calculé d'après un prix de référence extérieur fixe. Les prix du froment et de l'orge qui figurent dans le document G/AG/N/JOR/1 diffèrent des prix moyens enregistrés de 1994 à 1996 qui servent de base à l'engagement en matière de MGS totale pris par la Jordanie (WT/ACC/SPEC/JOR/2/Rev.3). La Jordanie va-t-elle présenter une notification corrigée?	La Jordanie a présenté une notification corrigée qui sera publiée prochainement.

République slovaque G/AG/N/SVK/35 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Canada/Nouvelle-Zélande – Demande d'éclaircissements concernant les "versements compensatoires pour la production végétale", y compris le fonctionnement de ce programme, sa conformité aux critères énoncés dans l'Annexe 2 et le délai dans lequel une notification sera présentée sous la forme du tableau DS:2.	<p>Contrairement aux "versements de compensation pour la production végétale", les versements compensatoires sont liés au maintien des variétés ainsi qu'à la préservation de certaines productions végétales, et non aux rendements. Les montants accordés ne sont pas très élevés et vont jusqu'à 370 dollars EU/ha ou 37 dollars EU/tonne. Grâce à l'introduction de la notification selon le tableau DS:2, des subventions sont accordées pour le titre susmentionné en liaison avec le maintien de la diversité dans les trois groupes de végétaux suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Variétés permanentes spéciales, telles que houblonnières, vignobles, vergers et plantations de baies et d'asperges, capables de produire; 2. Légumes de plein champ, herbes curatives, lin, chicorée, légumes de serre y compris en culture hydroponique, pommes de terre pour semis; 3. Graines oléagineuses, graines de pavot, légumineuses, tabac, soja, céréales. <p>Cette mesure concerne aussi les préparations destinées à la protection biologique des végétaux. Tous les végétaux mentionnés sont divisés en trois groupes selon le mode de versement. Pour le premier groupe, le soutien s'est élevé jusqu'à 10 pour cent du prix de vente par hectare, y compris la livraison vers les usines de transformation. Pour le deuxième groupe, les ressources accordées au titre du soutien ont atteint entre 74 et 370 dollars EU/ha (3 000 à 15 000 SK/ha), respectivement. Pour le troisième groupe, les versements de soutien ont été compris entre 5 et 37 dollars EU /t (200 à 1 500 SK/t), respectivement, et sont allés jusqu'à 493 dollars EU/t (20 000 SK/t) pour le tabac.</p>

République slovaque G/AG/N/SVK/35 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie, Canada – Au sujet du programme intitulé "vaches autres que pour la production commerciale de lait", demande d'éclaircissements sur la manière dont cette mesure respecte les critères énoncés à l'Annexe 2. Comme il semble s'agir d'un soutien par produit, elle devrait être notifiée au titre de la MGS totale.</p>	<p>Conformément au décret pertinent du Ministère de l'agriculture de la République slovaque, cette mesure est une sorte de programme de développement destiné aux régions montagneuses éloignées, qui vise à maintenir la population rurale et la production agricole dans ces régions défavorisées. Les candidats au soutien doivent confirmer qu'ils pratiquent l'élevage de vaches dans des systèmes de pâturage ainsi que la reproduction de veaux, ce qui montre qu'ils ont besoin de lait pour l'alimentation des animaux. Le lait en tant que production ne fait pas l'objet d'un soutien financier. Le montant total du soutien a atteint 74 000 dollars EU (3 millions de SK), la subvention par vache à viande étant de 148 dollars EU (soit 6 000 SK) pour les troupeaux d'au moins cinq têtes de bétail.</p>
<p>Observation complémentaire du Canada – La réponse aux questions concernant le programme intitulé "élevage de vaches destinées à la production de lait", qui a été classé en tant que MGS autre que par produit dans la notification présentée en 2000 sous la forme du tableau DS:1 (G/AG/R/28), confirme que ce soutien est spécifique à l'élevage de vaches destinées à la production de lait et constitue donc une subvention aux intrants pour la production de lait. Le Canada demande que ce soutien soit notifié au titre de la MGS applicable au lait en 2000 et 2001.</p>	<p>En ce qui concerne la demande du Canada de classer le soutien accordé pour l'élevage des vaches destinées à la production de lait en tant que MGS par produit, un corrigendum sera présenté.</p>
<p>États-Unis – Demande d'éclaircissements concernant les "programmes d'aide régionale" désignés en tant que tourisme et développement ruraux. La République slovaque va-t-elle présenter une notification sous la forme du tableau DS:2 pour décrire ces programmes?</p>	<p>Cette mesure a déjà été notifiée dans le passé, bien qu'elle ait été intitulée quelque peu différemment. Dans le cadre de ce programme, la condition essentielle pour bénéficier d'un soutien financier est d'exercer à la fois des activités agricoles et d'autres activités diversifiées dans la même région, de manière à ce que la part de l'agriculture dans l'ensemble des activités représente au moins 30 pour cent des rendements financiers. Ce programme vise à préserver la production agricole dans les zones rurales. Le soutien peut être accordé aux fins suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - reconstruction d'installations pour le tourisme; - promotion de productions artisanales traditionnelles; - création d'exploitations agricoles; - mise en place d'activités d'équitation, de pêche, de chasse, etc. <p>Des ressources financières sont aussi octroyées à condition d'exercer des activités dans le tourisme rural depuis au moins cinq ans ou de créer de nouveaux emplois.</p>

République slovaque G/AG/N/SVK/35 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Observation complémentaire du Canada – Le programme intitulé "remboursements en cas de sécheresse", en 2000, a été classé dans la catégorie verte dans le document G/AG/N/SVK/30 (25 juin 2001), mais il n'a pas été expliqué comment ce programme respectait les critères énoncés au paragraphe 8 a) de l'Annexe 2 (G/AG/R/28). Le Canada croit savoir que le programme comprend plusieurs éléments, tels que des subventions pour le Fonds public de régulation des marchés visant à compenser les disparités de prix, des prêts pour ce fonds, le futur lancement de produits végétaux, etc., d'un montant total de 4,3 milliards de SK. Le Canada demande si tous ces éléments sont conformes au paragraphe 8 a) de l'Annexe 2 pour justifier leur classification dans la catégorie verte.	La République slovaque s'est engagée à fournir une réponse.
Observation complémentaire de l'Argentine - L'Argentine s'est dite préoccupée par le fait que certains programmes liés à la production, par exemple l'apiculture ou le programme concernant l'élevage de vaches destinées à la production de lait, aient été affectés dans la catégorie verte. Le programme "promotion de la consommation de lait" ne serait-il pas mieux classé en tant qu'aide alimentaire intérieure (paragraphe 4 de l'Annexe 2)?	Ces programmes ont été inclus dans la catégorie verte car les montants en jeu ne sont pas très élevés et les programmes sont axés sur le maintien de la production dans les régions moins développées.
Catégorie bleue	
États-Unis – Demande de détails concernant le programme de gel des terres mentionné aux points a), b) et c) du tableau explicatif DS:3.	<p>Ce programme a été réintroduit en 2001 car il prévoit la mise en herbe. Il fait partie uniquement du point a) - "versements fondés sur une superficie et des rendements fixes". Le montant total accordé pour cette mesure n'a été que de 3 millions de dollars EU (129 millions de SK). Le programme vise à limiter la production en convertissant des terres arables en prairies qui seront fauchées et protégées contre les adventices.</p> <p>La mise en herbe résulte de la nécessité d'alterner des espèces végétales pour utiliser de manière favorable, dans les années à venir, les terres arables, les vignobles, les vergers et les houblonnières. Les versements sont d'environ 148 dollars EU/ha (6 000 SK/ha) pour la mise en herbe initiale et d'environ 99 dollars EU/ha (4 000 SK/ha) pour la restauration des prairies permanentes.</p>

République slovaque G/AG/N/SVK/35 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Catégorie orange	
<p>Australie – Demande de renseignements supplémentaires sur la nature des versements effectués dans le cadre des programmes suivants (tableau explicatif DS:9):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dégradation des conditions naturelles - Promotion de l'élevage de bétail - Élevage de vaches destinées à la production de lait - Versements de compensation pour la production végétale 	<p><i>Dégradation des conditions naturelles</i> – Conformément au décret pertinent du Ministère de l'agriculture, certaines régions montagneuses et défavorisées sont réputées tenir compte de la qualité des sols. Le soutien est axé sur les activités suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. entretien des terrains par le pâturage et la fauche: le soutien est accordé en fonction du nombre d'animaux de bétail par 100 hectares et des conditions de fauche dans les prairies; 2. indemnisation en cas de retraite anticipée due à des conditions de production défavorables sur les terres cultivées; 3. indemnisation en cas de baisse des rendements due à des conditions de production défavorables pour cultiver des variétés permanentes spéciales: les principes sont les mêmes que ci-dessus; 4. élevage ovin et caprin – le soutien est accordé par tête de bétail pour les animaux de l'espèce ovine âgés d'un an ou pour les animaux de l'espèce caprine âgés de six mois, le montant des sources de financement étant fonction du but de l'élevage: élevage utilitaire, reproduction en race pure, ou autre. Le soutien peut être versé également par litre pour les ventes de lait de brebis ou de chèvre, et par kg pour les ventes de fromage de brebis ou de chèvre. <p><i>Promotion de l'élevage de bétail</i> – Le soutien accordé aux éleveurs est de 6 centimes par kilogramme (2,50 SK/kg) pour les ventes de taureaux destinés à l'abattage ou de 4 centimes par kilogramme (1,50 SK/kg) pour les ventes d'animaux de l'espèce porcine destinés à l'abattage, en poids vif. Les versements pour les ovins et les caprins sont accordés selon des principes similaires à ceux mentionnés ci-dessus pour les mesures de soutien précédentes.</p> <p><i>Élevage de vaches destinées à la production de lait</i> – Les versements pour les ventes de lait sont effectués sur la base du contingent attribué, à raison d'environ 113 dollars EU (4 600 SK) par tête de bétail pour les élevages d'au moins cinq têtes.</p> <p><i>Versements de compensation pour la production végétale</i> - Ces versements sont basés, contrairement aux versements compensatoires pour la production végétale, sur la vente des contingents attribués. Par exemple, les versements vont jusqu'à 395 dollars EU (16 000 SK/ha) pour les pommes de terre, et s'élèvent à 4 dollars EU (170 SK/tonne) pour les betteraves à sucre contenant au moins 15 pour cent de sucre.</p>

République slovaque G/AG/N/SVK/35 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Question complémentaire du Canada – Le rapport intitulé "OCDE – Suivi et évaluation 2002" signale un ensemble de prix minimaux pour plusieurs produits, y compris la viande de bœuf, en 2001. Le Canada croit savoir que le Fonds public de régulation des marchés est intervenu sur le marché de la viande de bœuf en accordant des subventions par tonne pour mettre un terme à l'offre excédentaire enregistrée en 2001. Il demande où figure le soutien associé au prix minimum de la viande de bœuf dans la notification présentée en 2001 sous la forme du tableau DS:1.	La République slovaque s'est engagée à fournir une réponse.

Afrique du Sud G/AG/N/ZAF/44 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie – Demande si le programme intitulé "subventions au titre d'un programme d'aide spéciale aux apiculteurs" est conforme aux critères spécifiques énoncés à l'Annexe 2, car ce programme semble être un soutien par produit lié à la production.	Les subventions aux apiculteurs ont constitué un don unique aux apiculteurs ayant perdu leurs essaims après l'invasion d'espèces d'abeilles étrangères. Le gouvernement a subventionné uniquement les producteurs de miel afin de leur permettre de réinstaller les essaims et de reprendre la production. Les subventions n'étaient pas liées aux quantités produites ni aux prix pratiqués par les exploitants, et elles sont interrompues depuis 1997. Ce programme sera supprimé à l'avenir de la notification, car il a été abandonné.
Australie – L'Afrique du Sud a ajusté le prix de référence extérieur fixe pour le sucre et l'a fait passer de 445 rand/t pendant la période de base à 1 404,49 rand/t en 2000. Le paragraphe 9 de l'Annexe 3 prévoit qu'un prix de référence fixe est établi pour la période de base. L'Australie demande à l'Afrique du Sud de fournir ce renseignement pour la MGS courante en 2000, sans faire aucun ajustement pour la période allant de 1995 à 1998.	L'Afrique du Sud n'a pas ajusté le prix de référence extérieur fixe, comme il est indiqué dans la question. Elle a utilisé une monnaie stable (le dollar EU) pour calculer le soutien des prix du marché, ce qui est conforme à un droit expressément prévu dans la Liste qui a été établie dans le cadre du Cycle d'Uruguay (voir la note de bas de page relative à la Liste XVIII, partie IV, section 1, page 851). Les taux de change ayant servi à calculer les prix de référence extérieurs sont indiqués dans le tableau DS:5. L'Afrique du Sud estime qu'il n'est pas nécessaire de recalculer la MGS.
Australie – Demande une description du programme intitulé "affectation des ressources", qui est actuellement classé en tant que soutien autre que par produit.	Le versement mentionné au titre de l'affectation des ressources en tant que soutien autre que par produit est destiné à la préservation des terres agricoles de l'État. Les subventions seront supprimées prochainement de façon progressive, car les terres ont été affectées à la réinstallation des petits exploitants.

Notifications selon le tableau DS:2

Australie G/AG/N/AUS/43 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Canada – À propos des trois mesures intitulées "Programme de développement de nouvelles industries", "Programme concernant les filières de production de fibres et d'aliments" et "Programme d'aide régionale au secteur laitier", l'Australie indique qu'"[a]ucun niveau de production spécifié n'est requis pour pouvoir bénéficier" d'un versement. Que signifie cette déclaration par rapport au critère énoncé au paragraphe 6 e) selon lequel "[i]l ne sera pas obligatoire de produire"? En particulier, certaines parties du programme concernant le secteur laitier semblent prendre la forme de subventions aux intrants pour les producteurs agricoles, qui ne satisfont peut-être pas à l'obligation fondamentale selon laquelle les effets des mesures sur la production doivent être, au plus, minimes.</p>	<p>Pour le "Programme de développement de nouvelles industries", le "Programme concernant les filières de production de fibres et d'aliments" et le "Programme d'aide régionale au secteur laitier", la déclaration selon laquelle "[a]ucun niveau de production spécifié n'est requis pour pouvoir bénéficier" d'un versement signifie qu'absolument aucune production n'est nécessaire pour recevoir un versement, conformément au paragraphe 6 e) de l'Annexe 2. En ce qui concerne le Programme d'aide régionale au secteur laitier, une certaine confusion semble exister au sujet de l'expression "financement initial" (seed funding), mentionnée dans notre notification, qui concerne dans ce cas le financement précommercial (et non le financement de graines pour les plantations, ou une subvention aux intrants).</p>

Australie G/AG/N/AUS/44 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Canada – S'agissant de la mesure intitulée "Programme d'aide à l'industrie sucrière", l'Australie indique qu'"[i]l n'est pas obligatoire d'atteindre un niveau donné de production pour avoir droit" au paiement. En outre, le bénéficiaire d'un versement doit consacrer ses terres, sa main-d'œuvre et/ou son capital à une entreprise sucrière. Que signifie cette déclaration par rapport au critère énoncé au paragraphe 6 e) selon lequel "[i]l ne sera pas obligatoire de produire"?</p> <p>Un requérant est admis à bénéficier du Programme d'aide à l'industrie sucrière s'il a eu la qualité de "producteur de canne à sucre pendant deux ans avant de présenter sa demande". Cela suggère que la période de base, qui dépend de la durée du programme, n'est pas fixe. Le fait que le programme ait été prolongé en 2001 le montre bien. Comment cela est-il lié à la prescription énoncée au paragraphe 6 a) selon laquelle la période de base doit être "définie et fixe"?</p>	<p>Selon le Programme d'aide à l'industrie sucrière, il n'est pas obligatoire de produire pour bénéficier de versements; ce programme est donc conforme au paragraphe 6 e) de l'Annexe 2.</p> <p>Les critères selon lesquels les requérants sont admis à bénéficier des versements accordés à l'industrie sucrière s'ils apportent des terres, de la main-d'œuvre ou du capital à une entreprise sucrière et s'ils ont eu la qualité de producteurs de canne à sucre pendant deux ans avant de présenter leur demande sont utilisés pour déterminer s'il s'agit d'agriculteurs de bonne foi travaillant à plein temps et non d'agriculteurs exerçant leurs activités comme un passe-temps, ou ce que les Australiens appellent parfois dans le langage courant des "Pitt Street" ou des exploitants ayant fait des placements. En d'autres termes, il s'agit de critères administratifs visant, ainsi que d'autres conditions, à faire en sorte que les versements soient affectés de manière judicieuse. Il n'est pas tenu compte de ces conditions d'admissibilité pour évaluer si les versements satisfont aux critères énoncés au paragraphe 6 e).</p>

Australie G/AG/N/AUS/44 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada (suite)	Les demandes relatives à ce programme n'ont pas été acceptées après décembre 2001 et le programme n'a pas été prolongé. De plus, les versements ne sont basés en aucune façon sur un certain niveau de production, mais uniquement sur la qualité d'exploitant agricole du requérant et sur ses niveaux de revenus. Ils constituent une prestation sociale établissant un dispositif de sécurité, dont le seul objectif est de répondre aux besoins de protection sociale des familles d'exploitants agricoles, et non à ceux des entreprises ou des entités de production. Ces versements satisfont manifestement au critère selon lequel les effets de distorsion sur la production doivent être nuls parce qu'ils ne sont pas liés à la production, comme l'exigent les critères de la catégorie verte

Communautés européennes G/AG/N/EEC/39 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)													
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification												
États-Unis – Pour compléter les réponses qu'ils ont obtenues à la réunion de septembre, les États-Unis souhaitent savoir comment le programme de restructuration des CE, en vertu duquel les agriculteurs sont tenus de produire des raisins de cuve, satisfait aux critères énoncés au paragraphe 11 e) de l'Annexe 2 puisque le règlement des CE contient l'obligation explicite de produire des raisins. Compte tenu de cette prescription en matière de production, les CE sont-elles prêtes à notifier correctement ce programme en tant que soutien relevant de la catégorie orange?	Le règlement a pour objet d'aider les producteurs à restructurer leur production. Il existe une obligation de ne pas produire certaines variétés pour lesquelles il n'existe pas de demande sur le marché. La mesure contribue manifestement à empêcher les excédents de production, conformément au paragraphe 11 e) de l'Annexe 2. Les CE n'estiment pas qu'elle devrait être notifiée en tant que mesure de la catégorie orange.												
Les États-Unis souhaitent savoir si les différents États membres des CE contribuent aux versements effectués dans le cadre du programme de restructuration et de reconversion mis en œuvre sur leurs territoires. Ils souhaitent obtenir des renseignements sur ces contributions et savoir si elles ont été prises en compte dans le niveau de soutien indiqué dans la notification concernant le programme de restructuration et de reconversion des CE. Prière de donner une ventilation des niveaux de soutien accordés dans le cadre de ce programme, y compris tout soutien fourni par les différents États membres des CE, selon que ce soutien est destiné à la reconversion variétale, à la relocalisation de la production de raisins ou à l'adoption de techniques de gestion améliorées.	<p>Les différents États membres des CE ne contribuent pas aux versements effectués dans le cadre du programme de restructuration et de reconversion. Les fonds proviennent uniquement de la Communauté, à l'exception du financement en application de l'article 14/4 du Règlement n° 1493/99. Toutefois, les États membres n'ont pas eu recours à cette possibilité. Des producteurs individuels assurent le cofinancement à hauteur de 50 ou 25 pour cent selon qu'ils sont situés ou non dans des régions défavorisées. Les dépenses correspondant à l'exercice budgétaire 2001, pour l'ensemble des trois mesures de restructuration et de reconversion, ont été réparties comme suit:</p> <table> <tr> <td>Allemagne</td><td>14 millions d'euros</td></tr> <tr> <td>Espagne</td><td>172 millions d'euros</td></tr> <tr> <td>France</td><td>19 millions d'euros</td></tr> <tr> <td>Italie</td><td>115 millions d'euros</td></tr> <tr> <td>Autriche</td><td>12 millions d'euros</td></tr> <tr> <td>Portugal</td><td>41 millions d'euros.</td></tr> </table> <p>Une ventilation des dépenses entre ces mesures n'est pas disponible.</p>	Allemagne	14 millions d'euros	Espagne	172 millions d'euros	France	19 millions d'euros	Italie	115 millions d'euros	Autriche	12 millions d'euros	Portugal	41 millions d'euros.
Allemagne	14 millions d'euros												
Espagne	172 millions d'euros												
France	19 millions d'euros												
Italie	115 millions d'euros												
Autriche	12 millions d'euros												
Portugal	41 millions d'euros.												

Communautés européennes G/AG/N/EEC/39 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Observation complémentaire des États-Unis – Si certaines politiques sont transférées dans la catégorie verte, les exploitants agricoles devraient être libres de leurs choix, c'est-à-dire que les politiques ne devraient pas affecter leurs décisions en matière de production. Selon les CE, il existe une liste négative associée à ce règlement. Dans le cas d'une liste négative, les producteurs ne peuvent pas produire certains produits comme, par exemple, des raisins. Les CE maintiennent-elles une liste négative ou une liste positive, c'est-à-dire des variétés que les producteurs peuvent choisir de planter lorsqu'ils reçoivent les versements?	<p>Les CE ont cité le paragraphe 11 e) de l'Annexe 2, à savoir:</p> <p>"Les versements ne comporteront ni obligation ni indication d'aucune sorte quant aux produits agricoles devant être produits par les bénéficiaires, excepté pour prescrire à ceux-ci de ne pas produire un produit particulier." C'est précisément ce que font les CE en appliquant cette politique.</p> <p>En ce qui concerne la question de la liste positive, les CE se sont engagées à fournir une réponse.</p>

Notification selon les tableaux ES:1 à ES:3

Japon G/AG/N/JPN/77 Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>États-Unis – Les États-Unis souhaitent savoir si toutes les marchandises notifiées ont été exportées à titre d'aide alimentaire et si elles ont toutes été produites au Japon, ou si elles ont été importées en partie ou en totalité en vertu des prescriptions en matière d'accès minimal imposées au Japon dans le cadre de l'OMC.</p> <p>Question complémentaire des États-Unis - Quelle est la ventilation des produits exportés à titre d'aide alimentaire?</p>	<p>Toutes les marchandises notifiées ont été exportées à titre d'aide alimentaire et une partie d'entre elles ont été importées en vertu des prescriptions en matière d'accès minimal.</p> <p>Les quantités importées en vertu des prescriptions en matière d'accès minimal imposées au Japon dans le cadre de l'OMC puis exportées à titre d'aide alimentaire s'élèvent à 196 081 tonnes de riz, ce qui représente environ 23 pour cent de la quantité totale de l'aide alimentaire notifiée.</p>

Appendice 1

Données fournies par la Thaïlande au titre de l'article 18:6 de l'Accord concernant les versements des États-Unis dans le cadre de leur soutien interne du riz - Violation de la clause de paix

Unité: million de dollars EU

Programme de soutien interne du riz mis en place par les États-Unis¹	1999	2000	2001
Primes de complément pour prêts	161	278	306
Gains sur les crédits de commercialisation	240	319	402
Primes liées à la flexibilité de la production ²	453	379	350
Primes en cas de pertes liées à la commercialisation ³	453	453	453
Total des versements	1 307	1 429	1 511
Valeur totale de la production de riz aux États-Unis	1 230	1 069 ⁴	1 023 ⁵

¹ Nous estimons que les versements effectués au titre de l'assurance-récolte ont été compris entre 100 et 200 millions de dollars EU.

Les données concernant les garanties de crédit à l'exportation ne sont pas accessibles au public.

² Les données correspondent à l'exercice budgétaire et ont été corrigées en fonction de la campagne de commercialisation.

³ Les primes sont identiques à celles versées en 1999.

⁴ Estimation du Département de l'agriculture des États-Unis.

⁵ Prévision du Département de l'agriculture des États-Unis au 12 juin 2001.

Appendice 2

Précisions fournies par les Philippines au sujet des notifications concernant la sauvegarde spéciale (G/AG/N/PHL/27, 29 et 30)

- a) Réponse à la demande des États-Unis concernant la méthode et les données utilisées pour calculer le prix de déclenchement pour les oignons (G/AG/N/PHL/27)

Données utilisées pour calculer le prix de déclenchement:

Années de base	Volume des importations (en kg)	Valeur c.a.f. des importations (en pesos)	Valeur c.a.f. unitaire des importations (en pesos par kg)
1986	100	6 850	68,50
1987	335	24 990	74,60
1988	66	5 337	80,86

Source: Bureau national de statistique, publication annuelle sur les statistiques du commerce extérieur.

Code SH du produit: 0703. 10 00

Désignation: Oignons et échalotes, à l'état frais ou réfrigéré

Calcul du prix de déclenchement:

Prix de déclenchement = prix c.a.f. moyen pour les années 1986, 1987 et 1988
= somme des valeurs c.a.f. des importations de 1986 à 1988 ÷ somme des volumes d'importation de 1986 à 1988

Prix de déclenchement pour les oignons = (6 850 + 24 990 + 5 337) pesos ÷ (100 + 335 + 66) kg
= 37 177 pesos ÷ 501 kg

Prix de déclenchement = 74,21 pesos par kilogramme

- b) Réponse à la demande des États-Unis concernant des éclaircissements sur la corrélation entre les codes PSC et les codes actuels du SH pour la viande de poulet et les parties de poulet (G/AG/N/PHL/29)

Le tableau suivant indique la correspondance entre les codes du SH (2001) et les codes PSC (1983) pour la viande de poulet et les parties de poulet:

Code du SH (2001)	Désignation du produit	PSC (1983)	Désignation du produit
0207.11 20	Viandes et abats de coqs et de poules, non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés	011.41-00	Poulets morts/préparés, frais, réfrigérés ou congelés
0207.12 20	Viandes et abats de coqs et de poules, non découpés en morceaux, congelés	011.41-00	Poulets morts/préparés, frais, réfrigérés ou congelés
0207.14 12	Foies de coqs et de poules, congelés	011.81-00	Foies de volailles, frais, réfrigérés ou congelés, salés ou en saumure
0207.14 92	Autres morceaux et abats de coqs et de poules, congelés	011.41-00	Poulets morts/préparés, frais, réfrigérés ou congelés
		011.44-00	Abats de volailles autres que les foies, frais, réfrigérés ou congelés
1602.32 10	Préparations et conserves de viande ou d'abats de coqs et de poules, en contenants fermés hermétiquement	014.92-01	Viande de poulet en contenants fermés hermétiquement
1602.32 90	Préparations et conserves de viande ou d'abats de coqs et de poules, autres qu'en contenants fermés hermétiquement	014.99-00	Autres préparations et conserves de viandes et d'abats comestibles, non dénommées ailleurs

- c) Réponse à la demande des États-Unis concernant des éclaircissements sur la corrélation entre les codes PSC et les codes actuels du SH pour la viande de poulet et les parties de poulet (G/AG/N/PHL/30)

Le tableau suivant montre la concordance entre les lignes tarifaires figurant dans la Liste d'engagements établie par les Philippines en 1994 et les codes du SH (2001) qui ont été utilisés dans les notifications.

Notifications		Liste d'engagements	
Code du SH (2001)	Désignation du produit	Code du SH (1994)	Désignation du produit
0207.11 20	Viandes et abats de coqs et de poules, non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés	0207.10 12	Poulets et canards, non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés
0207.12 20	Viandes et abats de coqs et de poules, non découpés en morceaux, congelés	0207.21 00	Abats de coqs et de poules, non découpés en morceaux, congelés
0207.14 12	Foies de coqs et de poules, congelés	0207.50 00	Foies de volailles, congelés

Notifications		Liste d'engagements	
Code du SH (2001)	Désignation du produit	Code du SH (1994)	Désignation du produit
0207.14 92	Autres morceaux et abats de coqs et de poules, congelés	0207.41 00	Morceaux et abats de coqs et de poules, autres que les foies, congelés
0703.10 00	Oignons et échalotes, à l'état frais ou réfrigéré	0703.10 00	Oignons et échalotes, à l'état frais ou réfrigéré
1602.32 10	Préparations et conserves de viande ou d'abats de coqs et de poules, en contenants fermés hermétiquement	1602.39 10	Préparations et conserves de viande ou d'abats de volailles, autres que les dindes, en contenants fermés hermétiquement
1602.32 90	Préparations et conserves de viande ou d'abats de coqs et de poules, autres qu'en contenants fermés hermétiquement	1602.39 90	Préparations et conserves de viande ou d'abats de volailles, autres que les dindes et autres qu'en contenants fermés hermétiquement